



ARRÊTÉ MUNICIPAL	N°2022/PM/317
VOIRIE	

OBJET :	Raccordement BRL Chemin de Loupian Période du lundi 3 octobre 2022 au vendredi 21 octobre 2022
---------	--

Le Maire de la Commune de Poussan, Florence SANCHEZ

VU la Loi du 05 avril 1884,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-4,

VU le Code de la Route,

Vu l'article L 511-1 du Code de la Sécurité intérieure,

VU la demande formulée en date du 28/09/2022 par **M. FABRE Jean Philippe**, représentant la **SCAM TP** basé 825 avenue du Cresse Saint Martin à COURNONSEC (34660),

CONSIDERANT que la demande concerne une occupation de voirie pour le raccordement BRL, chemin de Loupian à POUSSAN (34560) ;

CONSIDERANT que l'autorité peut prendre toute mesure nécessaire afin d'assurer la sécurité publique des usagers du lieu concerné,

CONSIDERANT que les agents de police municipale de POUSSAN sont chargés d'assurer l'exécution des arrêtés de police du Maire et de constater par procès-verbal les contraventions auxdits arrêtés et aux dispositions du code de la route,

ARRÊTE

Article 1er – Une autorisation d'occupation de la voirie est délivrée à la **SCAM TP**, pour le raccordement BRL, chemin de Loupian à POUSSAN (34560), pour la période **du lundi 3 octobre 2022 au vendredi 21 octobre 2022.**

Article 2 – Le stationnement est interdit à l'adresse indiqué à l'article 1^{er} à tout véhicule extérieur au chantier afin de faciliter l'avancée des travaux.

Article 3 – La circulation s'effectue par feux tricolores gérée par l'entreprise, les usagers devront se conformer à la signalétique implantée et gérée par la SCAM TP.

Article 4 – Les prescriptions du présent arrêté sont rappelées sur les lieux par l'affichage de ce dernier.

Article 5 – Les infractions au présent arrêté sont constatées, poursuivies et réprimées, conformément aux lois en vigueur.

Article 6 – CARACTERE EXECUTOIRE

Madame le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte dès qu'il a été procédé à sa publication numérique (ou affichage par défaut) ou à leur notification aux intéressés, ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

Madame le Maire, Monsieur le Chef de Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Balaruc-les-Bains ainsi que la Société **SCAM TP** sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent acte.

Article 7 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Madame le Maire informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans les deux mois suivants sa publication numérique ou notification, ainsi qu'à sa transmission au contrôle de légalité le cas échéant.

La saisine de la juridiction administrative peut s'effectuer par le biais de l'application « Télérecours Citoyens » (www.telerecours.fr).

Fait à Poussan,

Signé, le : 28/09/2022

Henri-Paul BONNEAU,
Premier adjoint, délégué à
l'urbanisme et la sécurité

